

ment, et le vol; c'est que si Dieu me donnait une société de savages à civiliser et à moraliser, la première institution que je leur donnerais serait celle de la propriété.

« Je ne vous ai combattu que par des raisons, et si j'avais la force matérielle en main, je la déposerais pour laisser combattre à ma place la nature et les instincts de l'homme qui ont institué dans tous les temps et dans tous les lieux ces trois bases de l'ordre social: l'Etat, la famille et la propriété. L'appropriation des éléments à l'homme est, selon moi, une des lois de la nature et des conditions de la vie. L'homme s'approprie l'air en respirant, l'espace en marchant, le sol en le cultivant, le temps lui-même en s'y perpétuant par ses enfants. La propriété, c'est l'organisation du principe de vie dans le monde. Le communisme serait la cessation du travail et la mort de l'humanité. Votre rêve est trop beau pour la terre. Même en passant la mer, vous retrouverez les mêmes conditions humaines; restez donc où vous êtes, bornez-vous à réaliser le plus possible les institutions vraies et pratiques de la fraternité, qui n'est pas seulement le rêve de votre esprit, mais la vertu de votre cœur.

« Recevez, Monsieur et ancien collègue, l'expression de ma haute et cordiale considération.

« LAMARTINE. »

Saint-Point, 17 décembre 1847.

L'Union Monarchique ajoute ici des considérations aussi sages que religieuses :

« Ce sont là des chimères, dit cet excellent journal. L'homme ne saurait s'approprier le sol, comme il s'approprie l'air ou la lumière. L'appropriation du sol est exclusive, l'appropriation de l'air ne l'est pas. L'air est indéfini; la terre est bornée. La terre ne saurait donc appartenir à l'homme de la même manière que l'air ou l'espace, et les analogies sont des sophismes de poète.

« La réalité, c'est que l'homme dispute à l'homme la propriété de la terre; et tout ce que demande M. Cabet, au nom du communisme, c'est de savoir pourquoi la terre est ainsi disputée; pourquoi c'est un petit nombre qui s'en est emparé, et qui la garde; pourquoi ceux qui en sont dépossédés n'en serment pas maîtres à leur tour. M. de Lamartine a-t-il répondu à M. Cabet? Non! M. de Lamartine a dit que la propriété était l'organisation du principe de vie; mais c'est une phrase qui n'a pas de sens. Dites donc, poète, en vertu de quelle loi la possession est un droit qu'il faille protéger par la force?

« Il ne le dira pas; il ne le sait pas; il l'a su peut-être, il ne le sait plus. Le christianisme le lui avait dit; il ne le connaît plus le christianisme. Alors, que connaît-il? Une opinion, un sentiment, un fait. Une portion d'hommes occupent le sol; il faut les protéger contre la dépossession. Mais pourquoi il n'en sait rien.

« Ah! voilà comment ces éclaircisseurs de l'humanité la laissent sans règle et sans guide.

« Ceci fait voir qu'il faut aux questions de communisme d'autres solutions que celles de M. de Lamartine. Nous avons saisi cet exemple pour montrer à quel point d'égarement est arrivée l'intelligence. Il est triste de voir M. Cabet conduire les masses à la pratique de l'état barbare; mais quelque chose est plus triste encore, c'est qu'entre M. Cabet et M. de Lamartine, le meilleur législateur soit M. Cabet.

PARISSE. — Le 3 décembre, devant une foule d'auditeurs nombreux, les accusés polonais, même ceux qui précédemment avaient été mis en liberté, ont été amenés devant la cour criminelle de Berlin, qui, par l'organe de son président, a prononcé une série de jugements d'une cruauté déshonorante pour les lois d'un pays dont le gouvernement se vante de marcher dans les voies d'un progrès soit disant rationnel.

Huit accusés: Louis de Mieroslawski, Wladislas-Uszanski de Kosinski, Stanislas-Félix de Sadowski, Severin de Izanowski, Joseph-Albrecht-Stanislas Labodski, Stanislas-Florian Ceynara, Joseph Polkammer et Apollonius de Kureski, ont été condamnés à la peine de mort par la hache, avec perte de la noblesse et de la couronne nationale, et confiscation de leurs biens comme traités de première classe, pour avoir voulu détacher, dit l'arrêt, une partie de la monarchie prussienne.

Trois autres accusés, Hippolyte de Trapixin-ki, Adolphe Malezewski et Charles-Frédéric Liebeck, ont été condamnés aussi comme traités de première classe, le premier, à la perte de la couronne nationale, à la confiscation de ses biens et à 25 ans de détention; les deux autres à la confiscation de leurs biens, à la perte de la couronne et à 20 ans de détention seulement.

Les autres accusés, au nombre de 79, sont condamnés à la perte de la couronne et de la noblesse, s'il y a lieu, et à un nombre d'années de détention qui varie de 6 à 15 ans. Vingt-cinq d'entre eux sont reconnus coupables seulement de crime de non révélation, crime politique qui depuis Barneveldt et de Thon a flétri ceux qui l'ont condamné, non ceux qui l'ont commis.

On espère que pas une seule des condamnations à mort ne sera exécutée.

IND-CHINE. — Les nouvelles apportées de Bombay sous la date du 1er décembre, ont renforcé celle de la mort de l'empereur de Satturbi. Possédé de son royaume et accusé de conspiration contre le gouvernement anglais, sans qu'on ait pu articuler aucune preuve contre lui, le malheureux prince avait été renfermé à Benares, où la misère et le chagrin bien plus que ses soixante années l'ont tué. M. Hume avait annoncé qu'il ferait une motion à la chambre des communes pour que justice fût enfin rendue à cet infortuné.

Le Secrétaire vient de décider d'être annexé à la présidence anglaise de Bombay, et M. Clerk procède à l'organisation de l'administration.

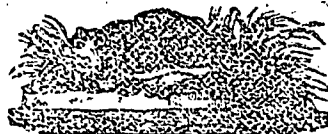
ITALIE. — D'après des lettres de Milan, le général Sais-Saglio, le colonel Egger et ses fils, ainsi que d'autres officiers du Sonderbund, ont été admis au service autrichien.

BERGICQUE. — Les journaux belges donnent la nouvelle suivante, qui intéressera tous les cœurs dévoués à l'Eglise :

« Un jeune officier du régiment d'élite, appartenant à l'une des familles les plus distinguées de la Belgique, M. le comte Xavier de Mérode, fils de V. le comte Félix de Mérode, est en ce moment à Rome, où il se livre à l'étude de la théologie, avec l'intention d'embrasser plus tard l'état ecclésiastique. Déjà il a transmis sa démission à M. le ministre de la guerre.

« Doué de connaissances étendues et des plus heureuses facultés, M. le jeune comte Xavier de Mérode, ancien élève de Julliard, avait su se plier à toutes les exigences de la vie militaire, et pendant plusieurs années il a servi son pays avec un zèle qui ne s'est jamais démenti. Comme quelques autres officiers de notre armée, il a pris à la guerre d'Afrique, sous le commandement du général Lamoricière, une part brillante qui lui a valu la croix de la Légion d'Honneur. Une belle et honorable carrière s'ouvrait devant lui; il y renonce pour se vouer au service de Dieu et de ses frères.

« L'émigration polonaise devait donner jeudi dernier un banquet à M. le prince Adam Czartorski. Tout était préparé pour cette fête, et l'on allait se rendre au banquet, quand on a appris qu'un ordre supérieur venait de l'interdire.



## MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 1<sup>er</sup> FEVRIER 1848.

Les dernières nouvelles d'Europe ont fait faire bien des réflexions aux hommes un peu habitués à considérer les grands actes des nations et à les mettre en regard les uns des autres. Elles ont montré dans tel pays un retour marqué vers les idées libérales d'autre fois; dans tel autre, elles nous ont fait voir un peuple se partageant en deux, se faisant ennemi de lui-même et se vautreant dans le sang de son propre frère. Ailleurs, elles nous ont fait assister au jugement d'hommes amis de leur pays, et dont toute la faute consistait à avoir porté cet amour à sa dernière limite. D'une autre part enfin, c'est un tableau différent; c'est la ville chrétienne par excellence qu'elles nous montrent envahie et troublée par une troupe de gens sans aveu et qui n'ont de ressources que dans les dissensions et le bouleversement des Etats.

L'Angleterre est le pays qui attire le premier notre attention. Nous voyons réunis en assemblée délibérative et législative les hauts fonctionnaires de l'Etat, les grands de l'empire, les hommes à grands titres et à grandes fortunes; pareillement, nous y apercevons aussi en assemblée législative et délibérative le haut seigneur, le marchand opulent, l'homme de loi, le médecin, le simple artisan; ce sont les élus du peuple, venus de toutes parts pour compléter la législature, et faire connaître au gouvernement et au monde entier quels sont les vœux et les desirs de la nation. Eh bien! ces vœux et ces desirs sont des vœux et des desirs de liberté, non pas pour le peuple anglais proprement dit, il se trouve assez libre; mais ces desirs de liberté sont en faveur des membres d'une secte odieuse jusqu'au jour et proscrire par la loi. Ainsi, grâce à ces desirs que le premier ministre a su prévenir, 40,000 sujets de la Grande-Bretagne vont redevenir hommes devant leurs co-sujets; ils vont redevenir égaux à eux; ils vont être sujets anglais. Voilà un grand acte de libéralisme, c'est du libéralisme éclairé; c'est de la liberté à la façon du christianisme. Nous allons plus loin encore, et nous disons que c'est de la liberté PAR le catholicisme, et voici comment. Le jour où le grand homme de l'Irlande vint frapper à la porte du parlement anglais et la fit ouvrir non pas à lui seul, mais à une nation de sept millions d'hommes, ce jour là il n'y eût pas seulement que les catholiques qui furent émancipés et sortirent de leur long et dur esclavage; les juifs eux-mêmes qui viennent d'obtenir la même émancipation y acquirent un droit incontestable, ils l'acquiescent par le fait de l'émancipation, fruits des labeurs et de l'éloquence du libérateur catholique. Là ne se borne pas le libéralisme anglais, il va plus loin encore. Des lois existent qui empêchent aucunes relations diplomatiques avec la cour de Rome; cette cour exceptionnelle; c'est une cour où l'ambassadeur anglais ne doit pas, selon les successeurs du Roi Réformateur, se trouver pour représenter sa nation. Eh bien! en 1847 et 1848, le ministère anglais, le gouvernement anglais y envoie un vrai chargé d'affaires et cela malgré les peines sévères parties par la loi. Il est bien vrai que l'on donne à cette ambassade de lord Minto une couleur différente. On le prétend dépêché vers les cours de la péninsule italienne (à l'exception de celle de Rome) pour les féliciter de leur marche libérale et leur faire comprendre les vues du gouvernement anglais sur leur pays. Mais personne ne s'y trompe; le but, le seul et unique but du ministère est de sonder l'opinion publique, et voir si elle serait bien éloignée d'un rapprochement entre les cours de Rome et de St. James. On a bien soin de faire observer que lord Minto n'est pas envoyé à Rome; mais aussi on ne doute pas qu'il ne passe par cette dernière ville, où l'on pense bien que ses lettres d'introductions le mettront en état de faire des observations utiles. Ainsi plus de doute; on ne peut rien moins que tenter des relations diplomatiques avec la cour du Vatican. On ne saurait se dissimuler par là quels progrès immense a fait dans la Grande-Bretagne le libéralisme éclairé, et bien entendu.

Cependant avec quel sentiment pénible il jette ses regards sur cette malheureuse Irlande; ce pays si catholique mais si infortuné. Et l'Angleterre qui s'est enrichi de son pain et de ses sueurs, l'Angleterre qui en a fait durant tant d'années son grenier inépuisable, l'Angleterre voit ses maux, elle voit ses infortunes, elle voit la faim et la fièvre qui la dévorent, et l'Angleterre demeure impuissante! L'Angleterre si riche naguère, si forte, si opulente, l'Angleterre ne trouve pas de remède aux maux de sa sœur; elle la laisse périr et ne la secourt pas. L'Angleterre il est vrai semble bien compatissante; elle lui ouvre ses trésors, elle les lui jette par millions, et cela ne fait pas. L'Angleterre voit redoubler les maux de sa sœur, elle voit à ce moment que les trésors sont passés, elle voit que ses secours n'existent plus, mais elle voit la faim qui recommence, elle voit la fièvre qui redouble ses rigueurs, elle voit tous les maux qui reviennent fondre sur l'Irlande, et l'Angleterre se demande ce qu'elle a à faire. Malgré son libéralisme en faveur des Italiens et des Juifs, l'Angleterre ne sait que faire pour sa sœur: elle ne trouve plus de remède; elle cherche, elle recherche, et enfin elle trouve pour soulager la faim, diminuer la fièvre, apaiser les maux, quoi?..... un BILL DE CONSCRIPTION!!! Oh! avec un écrivain français, nous demandons à l'Angleterre ce qu'elle a à craindre de l'Irlande? Nous disons avec lui que quand une nation de huit millions d'hommes, voit un huitième de ses membres décimé par la faim, la fièvre et tous les maux, et que ce peuple la supporte toutes ces infortunes avec héroïsme, et avec cette foi que seule a le chrétien, avec cette patience qu'inspire la religion de J. C. et avec cette paix que prescrit pour une mesure de maux moins

grande cette même religion, nous disons que l'Angleterre ne saurait craindre, elle a là une alliée d'un prix inestimable, une alliée qu'elle doit tenter de se conserver à jamais; car ce sera son bras droit au moment du danger. Mais ce résultat ne saurait s'obtenir par la force et la force brute. Il faut plus que cela; il faut que la meilleure partie de l'homme y ait la plus grande part. Aussi est-ce par la force morale et la seule force morale qu'il faut ici agir. Il ne faut que prononcer un mot, et l'Irlande est sauvée. Ce mot, la justice divine aussi bien que la justice humaine le réclame de l'Angleterre; c'est un mot facile à dire, c'est celui-ci: « Justice égale pour l'anglais et pour l'irlandais. » L'Angleterre ne saurait tarder à se rendre à ce devoir; car elle doit voir dans l'histoire ce que sont devenus les empires qui ont opprimé une partie de leurs sujets. Ces empires sont tombés dès ce moment et la cause de leur chute a été leur système même d'oppression. Il semble à ce moment-ci que par cette chose doit encore s'accomplir dans le monde; espérons cependant que le sort d'autres nations instruira enfin celles d'aujourd'hui, et leur inspirera l'heureuse et salutaire idée de voir du même œil chacune des parties qui les composent et de les traiter toutes par des lois équitables, des lois justes et toutes également justes. (A Continuer.)

Nous publions, dans cette feuille, une correspondance sur l'éducation. L'écrivain qui paraît un homme au fait du sujet qu'il traite avec beaucoup d'élégance, suggère de faire différentes modifications à notre loi actuelle d'éducation. Selon lui, il vaudrait mieux n'exiger pas des commissaires d'écoles une qualification de propriétés. Nous sommes parfaitement de son avis, et croyons que la loi fonctionnerait encore mieux qu'elle ne fonctionne, si l'on rayait de la loi cette qualification, et cela pour les raisons énumérées dans la correspondance à laquelle nous renvoyons. Quant à faire fixer par la loi le nombre des écoles, nous pensons que c'est chose à peu près impossible, parce que nous ne voyons pas sur quelle base on s'appuyerait en cela. Si c'est sur l'étendue du territoire, telle paroisse aura à soutenir beaucoup plus d'écoles que ses moyens ne lui permettent, tandis que telle autre n'en aura pas un nombre suffisant, et cela est clair; car l'étendue des paroisses n'est pas la même, et la population n'est pas également disséminée sur tous les points du territoire. Si au contraire, on veut s'appuyer sur le chiffre de la population, il y aura encore le même inconvénient; une paroisse aura beau n'avoir qu'une population moitié moindre de celle d'une autre, ce ne sera pas une raison de lui donner la moitié moins d'écoles que l'autre. Cela se comprendrait facilement, lors qu'on réfléchit à une paroisse très-grande qui n'a qu'une population très-peu dense; cette paroisse avec peu d'écoles ne pourra pas donner l'éducation à ses enfants, car ceux-ci seront forcés de faire de longs trajets pour se rendre à l'école. Ainsi nous comprenons bien l'utilité de restreindre le nombre des écoles dans certaines localités, mais nous ne voyons pas les moyens d'y parvenir par la loi. Nous croyons qu'il vaut mieux laisser les commissaires d'écoles de chaque paroisse pourvoir à cela comme au reste. D'ailleurs, comme nous avons eu occasion de le remarquer dernièrement, c'est un fait notoire que le nombre des écoles dans le Bas-Canada a diminué dans l'espace de six mois de plus de six cents. C'est là un fait qui montre assez bien que l'on commence à comprendre que la trop grande multiplicité d'écoles est nuisible, et qu'en ayant un moindre nombre, l'éducation pourra aussi bien prospérer, et que par là, sans augmenter la cotisation, on se trouvera avoir des moyens plus amples pour récompenser les sœurs et les faibles des instituteurs qu'il importe tant de bien choisir, puis qu'ils sont pour les enfants comme de nouveaux parents que leur donne la loi. Notre correspondant remarque encore que le taux par mois ne devrait pas exister, qu'il devrait être supprimé et remplacé par une cotisation plus forte. Nous différons ici d'opinion et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que nous croyons qu'il est fort important de ne toucher pas aux principes fondamentaux de la loi d'éducation, qu'il ne faut pas détourner le peuple de la marche actuelle en fait d'éducation. Ensuite nous croyons que ce taux par mois n'est qu'un acte de justice. Les citoyens, qui n'ont pas d'enfants à envoyer à l'école, doivent il est vrai contribuer à l'éducation générale, et cela parce que c'est une œuvre commune, une œuvre de patriottisme, une œuvre que les intérêts eux-mêmes beaucoup, en leur qualité de membres de la grande famille, aussi la loi pourvoit elle à cela en imposant la cotisation. Mais il n'est pas juste que ceux-là paient autant que ceux qui ont des enfants et qui doivent profiter du fonds commun; voilà une raison de plus pour conserver le taux par mois. Il est une troisième raison, que voici: le taux par mois est un moyen de forcer les citoyens à faire instruire leurs enfants; en voyant qu'ils paient pour cet objet, ils se disent qu'ils sont des insensés de ne profiter pas d'écoles pour lesquelles ils paient, et ils y envoient leurs enfants. Ils feront plus; en payant leur quote-part, ils ont intérêt à ce que cet argent soit bien employé, et naturellement ils devront exercer une certaine surveillance, et voir si l'on ne gaspille pas leurs deniers, si l'on a des instituteurs capotés, etc. Ainsi, nous ne sommes nullement contre ce taux par mois; bien loin de là nous sommes pour le conserver et nous croyons que nos raisons sont bonnes. Enfin notre Correspondant suggère de faire les curés Commissaires d'Ecoles ex officio; nous n'entrerons pas à ce sujet dans de longs commentaires, parce que nous ne sommes pas à même de savoir sur ce point quel serait le désir général. On a déjà eu une loi d'éducation avec cette clause, depuis on l'a supprimée; à chacun de juger. Dans tous les cas, nous ne croyons pas qu'il y ait une seule autre personne qui puisse juger pleinement sur cet objet que M. le surintendant de l'éducation. Il doit savoir quelle est l'opinion publique à cet égard, et nous ne doutons pas qu'il ne suggère au ministère libéral qui régira plus tard le pays tout ce qu'il croira être le désir de la majorité. Nous avons pleine confiance dans le patriotisme de M. le surintendant; nous sommes certains qu'il fera tout ce qui sera nécessaire pour faire triompher et prospérer la belle cause de l'éducation populaire.

NOMINATIONS. — La Gazette officielle de samedi contient les nominations suivantes :

Président de l'Université de King's College: Rév. John McCaul, LL. D., en place du J. R. John Strachan, Lord évêque de Toronto (protestant) qui a résigné.

Juges de paix, district de Québec: Adolphe Larue, O'livier Pissette, Emilien Lavoie, William Turnish, Isidore Côté et Samuel Bradley, Senior, écr.

Juge de paix, district de Montréal: James Porteous, Jean Baptiste Jodoin et Archibald McDonald, écr.

A part de ces nominations, il y en a quelques autres de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, et de commissaires d'écoles pour dix paroisses dans le Bas-Canada.

Nous nous empressons de donner aujourd'hui la traduction de la première lettre de Mgr. Hughes, nous continuerons cette publication à mesure que nous la recevrons. Nos lecteurs remarqueront sans doute la manière élégante avec laquelle le traducteur, auquel nous offrons de nouveau nos remerciements, rend la pensée de l'illustre évêque de New-York.

Traduit pour les *Mélanges*, du *New-York Freeman's Journal*. Lettres écrites par le très-révérend John Hughes, etc., etc., évêque de New-York, sur l'importance d'être en communion avec l'Eglise du Christ, une, sainte, catholique et apostolique.

### LETTRE I.

Cher lecteur,

1. Permettez-moi de vous considérer comme un de ceux, hors de la communion de l'Eglise, auxquels ces lettres sont adressées; et de vous conjurer d'en méditer le contenu, comme si elles étaient écrites pour vous seul. C'est un esprit de charité qui me les dicte, en autant que je puis me rendre compte de mes motifs; car je ne devrais guères en espérer le pardon du ciel, si j'étais capable de les écrire avec aucune autre intention que celle de vous amener à la connaissance et à la profession de toutes les vérités du christianisme, en cette vie, — comme le moyen déterminé de vous faire jouir d'un bonheur éternel, dans une vie meilleure à venir.

2. Je ne prétends pas relever ces écrits pleins de trivialité qui se publient de temps en temps contre la communion de l'Eglise catholique. L'effet qu'ils ont, s'ils en produisent sur votre esprit, est de vous préjuger contre une foi que vous ne professez pas; et de vous jeter dans le doute, dans la perplexité et dans la confusion, au sujet de ce que vous croyez. D'ailleurs les moyens employés pour produire ces résultats, dans vos esprits et vos sentiments, sont généralement indignes d'écrivains chrétiens. Si vous êtes tant soit peu familiarisé avec le style et le ton de ces écrits anticatholiques, vous devez avoir remarqué qu'ils sont d'une malignité étonnante; que les auteurs de ces écrits considèrent une moquerie, un sarcasme, une petite anecdote, une pointe, comme un argument suffisant pour cette foule de lecteurs sur lesquels ils cherchent à produire une impression. Sur les catholiques, je puis vous en assurer, ils ne font aucune impression quelconque, sinon peut-être qu'ils excitent en eux un sentiment de regret et de pitié. Quant à ce qu'ils avancent d'objections réelles contre la religion catholique, ce sont des choses qui ont déjà été dites et bien mieux dites, il y a plus de deux-cents ans, et qui ont été répétées, depuis à satiété. Mais elles n'ont pas été moins souvent répétées, de sorte que maintenant, il n'y a absolument rien de neuf en fait d'objections contre les véritables doctrines de l'Eglise.

Ne m'accusez pas, cher lecteur, de chercher à vous tromper par ces explications. Tout cet échafaudage de prétendus arguments, dont les réformateurs, comme on les appelle aujourd'hui presque par dérision, étonnent le monde, a été examiné à loisir, et réfuté logiquement aussi bien que théologiquement, par (pour n'en pas nommer d'autres) les frères Wallemburg, Bosuet, Beccani, Bellanier de la compagnie de Jésus, et d'autres. Depuis cette époque, comme de raison, bien d'autres noms sont venus s'ajouter à la liste, des deux côtés; mais la question en litige est toujours demeurée la même :

« La religion catholique est-elle la même que celle que Jésus-Christ révéla à cette société d'hommes qui adhéra à son enseignement tandis qu'il était sur la terre? »

Ceux qui ont écrit dans le sein de l'Eglise, c'est-à-dire dans la société d'hommes originellement constituée comme ci-dessus, ont toujours soutenu la réponse affirmative à cette grande question. Ceux qui ont écrit hors de l'Eglise, à quelques exceptions près, ont toujours prétendu le contraire. On ne peut guères dire à présent rien de neuf, de part ou d'autre. Les écrivains hors de l'Eglise, ont individuellement leur propre manière de présenter l'objection; les écrivains catholiques ont la leur pour se défendre. En discutant la question, comme je me propose de le faire dans les lettres suivantes, je répéterai, aussi souvent que je le jugerai utile, les arguments de ceux qui m'ont précédé, tout en employant qui me seront propres si cela est possible; de temps à autres, et présentant le tout sous mon propre point de vue. En ce faisant, je m'efforcerai de ne pas me servir d'un seul mot ni d'une seule épithète, qui ne serait pas essentielle à la vérité et à la force de mes arguments, et qui pourrait vous causer de la peine. — Ma résolution fixe, avec la grâce de Dieu, est de n'employer aucun tel mot. Mais si, par suite de la faiblesse humaine je venais à manquer à cette résolution, je réclame d'avance votre indulgence.

3. Lorsque J. C. est venu sur la terre, il n'a pas entrepris de réfuter, mais au contraire, il s'est appliqué à confirmer ce que Dieu avait révélé et ce qui avait été cru par les patriarches et par le peuple juif. Il n'est pas venu pour contredire, mais pour accomplir ce qui avait été divinément prédit par les prophètes. Les mêmes événements sur lesquels reposait l'espérance des vrais croyants avant la venue messie forment le fondement même de la foi de tous les vrais fidèles depuis l'accomplissement de sa mission terrestre, de sorte que la venue du Rédempteur, telle qu'elle est arrivée, n'était pas moins essentielle pour confirmer et sceller la vérité de la religion juive, qu'elle ne l'était pour jeter les fondements éternels de son Eglise. Mais il y a cette différence que, tandis que le Christ n'était présent aux juifs que figurément, avant sa venue, il est éternellement et substantiellement présent avec les chrétiens, dans ses épousailles avec son Eglise, dans les institutions sacramentelles dont il l'a ornée et enrichie, en sacrements institués pour la vie spirituelle de ses enfants, et dont il a confié à elle seule le soin et l'administration.

4. Faites attention, cher lecteur, je vous prie, à ce que le divin Sauveur a fait et dit tandis qu'il était sur la terre. A ceci, au moins, les écrivains hors du sein de la communion catholique ne peuvent avoir aucune objection. Tout au contraire, ils s'uniront à moi pour vous recommander d'étudier les paroles et les œuvres du Rédempteur, et à ce point de nos recherches il est important que vous le fassiez. Eh bien! en le faisant vous verrez que Notre Seigneur, tout en accomplissant une partie des prophéties, consignées dans l'Ancien Testament, a opéré des miracles, pour attester la divinité de son caractère et de sa mission. L'ayant établie par des preuves incontestables, il entra dans les fonctions de sa charge publique, comme un docteur envoyé de Dieu. Il s'adressa à ses compatriotes; et quelques uns crurent, d'autres refusèrent de croire. Ceux qui crurent devinrent ses disciples. Parmi eux, il en était quelques uns qu'il avait appelés à le suivre, par une invitation plus spéciale personnelle. Cependant, ils restent confondus dans les rangs de ses disciples jusqu'à ce qu'il les distingue des autres, par un ordre de vocation plus élevé, et